

## **Biographie sur Le Maitron**

### **LABEYRIE Vincent [LABEYRIE André, Vincent]**

Né le 21 avril 1924 à Versailles (Seine-et-Oise), mort le 8 septembre 2008 à Albi (Tarn) ; professeur d'université et chercheur scientifique ; militant communiste en Seine-et-Oise, en Gironde, dans les Alpes-Maritimes, à nouveau en Seine-et-Oise, puis en Indre-et-Loire ; militant de l'écologie politique.

Son père, haut fonctionnaire des finances, procureur général de la Cour des Comptes, gouverneur de la Banque de France, il mit en place la réforme de l'institution sous le Front populaire. Premier président de la Cour des Comptes, il fut révoqué en 1940. Membre des Amis de l'Union soviétique, il militait à la Ligue des droits de l'Homme. Vincent Labeyrie, élève au lycée Hoche de Versailles, obtint en 1942 les baccalauréats «Mathématiques élémentaires» et «Philosophie». D'octobre 1942 à avril 1944, il fut élève du lycée Henri IV à Paris en classe préparatoire au concours d'entrée à l'Institut national agronomique. Dans le triangle clandestin de direction des jeunesses communistes à la fin de 1941, il fut chargé de suivre l'activité communiste dans les lycées de Paris jusqu'en 1943. Lors de la manifestation du 12 mai 1943 au Quartier Latin contre la relève, arrêté, il échappa à la police pendant son transport. Sous les pseudonymes de «Dossau», puis de «Harris», il devint clandestin en avril 1944 comme responsable militaire des étudiants communistes en liaison avec le groupe de Madeleine Riffaud. Après avoir participé au blocage d'un train de militaires allemands aux Buttes Chaumont, en juillet 1944, son action permit la libération de quatre détenus politiques à l'hôpital Tenon. Il tira lui-même sur le chef de la Milice en région parisienne abattu rue du faubourg Saint-Antoine, le 2 août 1944. Arrêté, il fut libéré de la prison de la Santé lors de l'insurrection, le 20 août 1944. Membre des Francs-Tireurs et partisans français, commissaire aux opérations du bataillon Saint-Just dans le XIXe arrondissement, il devint lieutenant FFI.

Après la guerre, tout en poursuivant ses études pour la licence de sciences naturelles à la Sorbonne qu'il obtint en juin 1947, Labeyrie travaillait à l'Institut agronomique de Grignon. Membre du syndicat CGT, il devint en 1949 agent scientifique de l'Institut national de recherches agronomiques. Nommé à la station de zoologie du Sud-Ouest à Pont de la Maye (Gironde), il habitait Bazas. Sanctionné pour ses activités syndicales, il fut déplacé dans les Alpes-Maritimes à Menton puis à Antibes (station de Zoologie agricole, janvier 1955-août 1958).

Ses états de service pendant la guerre expliquèrent qu'il apparaissait comme un militant d'envergure dans le Parti communiste français auquel

il adhéra en 1943. Secrétaire d'une cellule dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement, puis secrétaire à l'organisation de la section communiste de Versailles en 1946-1947, il entra au comité de la fédération communiste de la Gironde à partir de 1949 dans lequel il était le responsable du travail en direction de la paysannerie. En 1950, il entra au bureau fédéral et ne fut pas renommé en 1952 à la demande d'André Marty.

Cette mise à l'écart résultait d'une décision de la commission des cadres du PCF. Son action pendant la Seconde Guerre mondiale avait été examinée à plusieurs reprises. Différents rapports furent établis avec parfois des témoignages du militant ou d'autres militants. Si l'action résistante ne fut pas mise en cause, d'autres éléments à charge furent retenus. Par exemple, dans sa famille proche des communistes, seulement deux éléments retinrent l'attention des responsables communistes : sa sœur, mariée à un aristocrate roumain, adhérente du Parti communiste jusqu'en 1929, proche de Boris Souvarine, en aurait démissionné. Son frère, officier du BCRA, arrêté, fut libéré de la prison de Fresnes. Le 2 août 1944, lors de l'arrestation de Labeyrie avec d'autres étudiants, interrogé rudement, il aurait donné son nom de famille ; son affaire fut classée de droit commun à la demande du préfet de police qui aurait eu une conversation téléphonique avec son père. Labeyrie reconnut avoir alors donné «l'adresse de ma planque», deux jours plus tard, ce qu'il estima être une faute qu'il ne cacha pas à la Libération aux responsables du PCF. Des jeunes filles retrouvées avec l'aide de Madeleine Riffaud confirmèrent son imprudence ; toutefois sa bonne foi et ses qualités de combattant ne furent pas remises en cause. Marcel Servin, conduisant l'enquête, transmet les premiers résultats à André Marty qui décida de ne pas maintenir Labeyrie dans ses responsabilités fédérales en Gironde. Par la suite, à divers moments, il dut répondre à des accusations par des mises au point sur la période de la guerre.

Labeyrie menait des travaux de recherches en vue de la soutenance d'une thèse d'État, malgré l'hostilité de l'INRA. Assistant à la station d'apiculture de Bures-sur-Yvette (Seine-et-Oise) à partir de septembre 1958, il devint docteur es-sciences en sciences naturelles, le 16 mars 1960, à la Faculté des sciences de Paris avec une thèse intitulée «Contribution à l'étude de la dynamique des populations d'insectes...». Nommé en octobre 1960 maître de conférences de biologie animale à la Faculté des sciences de Poitiers, il fut chargé de l'enseignement en biologie animale au Collège scientifique universitaire de Tours. Il devint professeur sans chaire en janvier 1963 à Poitiers, affecté au CSU de Tours puis professeur à l'Université François Rabelais de Tours en 1965. Il créa en 1965 le premier Laboratoire français d'Écologie expérimentale lié dès 1966 au CNRS qui se transforma en Institut de recherches de la biologie de l'insecte avec le soutien du CNRS qu'il dirigea, à Tours, jusqu'à sa retraite en 1990. En 1969, il fut le fondateur, avec le géographe Yves

Babonaux, membre du PCF comme lui, avec l'appui de l'OCDE, du Centre études supérieures en aménagement, alors pionnier en matière d'aménagement de l'espace. Sans aide gouvernementale, le CESA fonctionna pendant plusieurs années avec des heures complémentaires. Il le dirigea de sa création jusqu'en 1985, lors de sa transformation en «Département Aménagement» de l'Institut Polytechnique Universitaire de l'Université François Rabelais. Pendant cette période, il assura l'enseignement d'Écologie appliquée au CESA. Il fut l'initiateur de la première formation doctorale d'écologie expérimentale (en 1974, début du Diplôme d'études approfondies d'Écologie des universités de Tours et d'Orléans dont il fut le co-responsable, puis responsabilité du DEA d'Écologie expérimentale à Tours de 1975 à 1985). Parallèlement il fut le co-responsable du DEA d'Écologie de l'Université de Rennes (1976-1977). Il devint le vice-président de l'université François Rabelais en 1974. Il travaillait personnellement sur l'influence du milieu sur la reproduction et collabora à un ouvrage collectif aux éditions Le Prat en 1974, *L'Écologie contre les nuisances, pour la construction de la nature*.

Au milieu des années 1960, Labeyrie exprimait sa conviction qu'on ne pouvait intervenir en ne connaissant pas «les lois de l'écologie, c'est-à-dire l'économie des systèmes naturels». Partisan de la pluridisciplinarité pour le développement de l'écologie expérimentale en France, il travaillait en liaison avec des mathématiciens, des physiciens, des chimistes, des botanistes ou des microbiologistes. A partir de 1966, il participa à la création de la société d'étude, de protection et d'aménagement de la Nature en Touraine qui devint en 1998 la fédération départementale des associations de protection de la nature et de l'environnement. En outre, il fut un des créateurs de la Société française d'Écologie et de la Société française d'étude du comportement animal.

En octobre 1981, Labeyrie quitta Tours pour la chaire d'Écologie de l'Université de Pau et des pays de l'Adour où il fonda l'Institut de bio-cénotique expérimentale et des agro-systèmes, laboratoire associé du CNRS, en liaison avec son ancien institut tourangeau.

Militant du SNESup à partir de 1962, Labeyrie fut un des responsables départementaux du Mouvement de la Paix en Gironde, puis dans les Alpes-Maritimes au moment de la guerre d'Algérie, en Indre-et-Loire où il était après 1962 le président départemental. Il s'engagea fortement dans les actions contre l'utilisation de la centrale nucléaire à Chinon à des fins militaires, actions qui tournèrent parfois à l'opposition à la centrale. Il fit partie par la suite du Comité national du Mouvement, animant toutes les luttes contre le développement des centrales nucléaires. Il continua à militer sur ces questions dans le Béarn et fut un des fondateurs de l'organisation mondiale «Eco forum for Peace» en

1986, qui luttait pour la promotion de la paix et la protection de l'environnement.

En 1962, Labeyrie entra au comité de la fédération communiste d'Indre-et-Loire et devint responsable de la commission des intellectuels à partir de 1963. Il y resta jusqu'en 1976, demandant à ne pas être réélu en raison de ses activités de recherches et de «différentes responsabilités politiques». Il collaborait aux revues communistes *La Nouvelle Critique* (à partir de mars 1961 par un article «Démarches de l'écologie») et *La Pensée* sur des questions écologiques. Les *Cahiers du Communisme*, en avril 1972, publièrent son article sous le titre «Crise de l'environnement ou crise de l'économie capitaliste ?». Il développait «son point de vue» qui «peut être discuté» et dans son chapeau la revue centrale du PCF s'engageait à ouvrir le débat et à «publier éventuellement l'opinion de nos lecteurs». Il prononça une conférence dans le cadre de l'Institut Maurice Thorez en 1973 sous le titre «Idéologie technocratique et crise de l'environnement». Quand fut organisée par le PCF, une commission «Cadre de Vie» en 1974 dont fut chargé Pierre Juquin, il devint un de ses conseillers.

Lors de l'élection présidentielle de 1974, Labeyrie encouragea René Dumont à se présenter comme candidat écologiste. Lors de l'élection législative de 1973, il fut le suppléant du candidat communiste dans la première circonscription (Tours). A la suite du décès du député, une élection complémentaire fut organisée dans cette circonscription en 1976. Cette élection fut une tentative pour le PCF d'afficher au grand jour une proximité avec les revendications écologiques, transformation sous la responsabilité de Juquin qui fit, pendant la campagne électorale, remplacer la faucille et le marteau de couleur rouge par un point vert. Devant les protestations de nombreux communistes du département, Georges Marchais vint tenir un meeting, rétablissant les emblèmes traditionnels du PCF, mais les combinant avec les thèmes écologiques, ce qui constituait un tournant de la politique communiste. Cette innovation fut contestée par de nombreux dirigeants communistes et servit d'arguments supplémentaires pour combattre les idées de Juquin et l'écologie. Il signa l'appel, initié par Daniel Karlin et Tony Lainé, pour la réunion d'un 26ème congrès extraordinaire du PCF, publié dans *Le Monde*, le 2 avril 1986. Dans la revue *M* (mars 1987), Labeyrie évoqua sa campagne électorale de 1976 estimant qu'il avait été utilisé avant d'être mis à l'écart par le Parti. En 1978, la direction du PCF créa le Mouvement national de lutte pour l'environnement ; Labeyrie fit partie de sa présidence jusqu'à sa démission. Il approuva les orientations de Gorbatchev et soutint Juquin lors de la campagne présidentielle de 1988. Par la suite, il apparut comme un des fondateurs du mouvement d'écologie politique, participant au Forum progressiste. Il indiquait dans un entretien, publié dans *Point Gauche !* en décembre 1993, avoir été

exclu du PCF en 1988 par la fédération communiste des Pyrénées-Atlantiques. *La Voix du Peuple*, organe de la fédération d'Indre-et-Loire du PCF du 20 novembre 2008, indiquait dans son hommage à Labeyrie : «on a déploré son exclusion du Parti, sanction obtenue dans des circonstances inadmissibles».

Labeyrie s'était marié en juillet 1946 à Toulouse (Haute-Garonne) avec Marcelle Saint-Saëns, professeur de lycée, fille d'un commerçant (marchand d'essence). Agent de liaison pendant la Résistance, elle fut membre du PCF pendant quelques années. Le couple eut trois enfants.

Labeyrie, retraité depuis 1992, considéré comme un spécialiste de biologie animale dans son rapport avec le milieu, fut salué aussi comme un pionnier de la recherche en aménagement du territoire et en urbanisme. Actif sur les questions du développement de politiques agricoles et industrielles saines, il participa à l'organisation des enseignements dans diverses universités étrangères (Costa-Rica, Inde, Lybie, Mexique, Viet-Nam). Consultant de nombreux gouvernements, il était un expert pour des organismes nationaux (CNRS, conseil scientifique de zoologie à l'INRA de 1975 à 1978, DGRST de 1980 à 1986) ou internationaux (UNESCO, IUFRO, ICIPE, OCDE, FAO). Il était aussi conseiller scientifique pour les questions d'environnement de la Fédération syndicale mondiale à partir de 1971. Il affirmait notamment dans un cours en aménagement, «La survie de l'humanité dépend de son aptitude à procéder à un aménagement judicieux des ressources naturelles et à distribuer harmonieusement ses activités» et il ajoutait «Je ne crois pas à la fatalité de la dégradation de la planète».

Après son décès, un hommage public lui fut rendu à l'Université de Tours, le 13 novembre 2008, et un amphithéâtre reçut le nom de Vincent Labeyrie. Certains commentateurs le présentèrent comme un des fondateurs des politiques du développement durable.

SOURCES : Archives du comité national du PCF. — Presse nationale. — Réponses à *Point Gauche* !(décembre 1993). — Divers sites Internet. — Documentation fournie par l'IRBI.— Renseignements fournis par la famille de l'intéressé.— Notes de Claude Lagrange, d'Eric Thibout.

Jacques Girault